



ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Cahier des Clauses Administratives Particulières relatif à l'accord-cadre n° 24-048

Acheteur

Agence de l'eau Adour-Garonne
Adresse : 90 rue du Férétra CS 87801 31078 TOULOUSE CEDEX
Téléphone : +33 5 61 36 37 38
Siret : 183 100 064 00033

Représentant de l'acheteur

Elodie GALKO, Directrice générale

Objet de l'accord-cadre

Développement d'un prototype *Vigisecheresses* sur le bassin Adour-Garonne

Procédure de consultation

Procédure avec négociation en application de l'article R. 2124-3 4° et des articles R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique.

Sommaire

1. Objet - Dispositions générales de l'accord-cadre.....	4
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 Forme du marché	4
1.3 Contenu du marché	4
1.4 Décomposition en lots	5
1.5 Prestations similaires.....	5
2. Obligations du titulaire de l'accord-cadre	6
2.1 Réalisation des prestations et intervenants nommément désignés	6
2.2 Outils	6
2.3 Obligation de confidentialité.....	6
2.4 Protection des données à caractère personnel.....	6
2.5 Mesures de sécurité	7
2.6 Clauses sociales et environnementales	7
2.7 Obligation d'information	7
2.8 Devoir de conseil	7
2.9 Application du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité	7
2.10 Sous-traitance	8
3. Pièces constitutives du marché	8
4. Forme des notifications et informations au titulaire	9
5. Durée et délais d'exécution	9
5.1 Durée du marché	9
5.2 Délai d'exécution des prestations forfaitaires de la partie marché ordinaire	9
5.3 Délai d'exécution des bons de commande.....	9
5.4 Prolongation des délais d'exécution.....	10
6. Arrêt de l'exécution des prestations.....	10
7. Passation des bons de commandes	10
8. Constatation de l'exécution des prestations	10
8.1 Décisions après vérifications	10
8.2 Vérifications quantitatives	11
8.3 Vérifications qualitatives des livraisons documentaires.....	11
8.4 Vérifications qualitatives des livraisons logiciel (plateforme web).....	11
9. Admission, ajournement, réfaction et rejet	12
9.1 Admission.....	12
9.2 Ajournement	12

9.3	Réfaction	12
9.4	Rejet.....	13
10.	Garanties	13
10.1	Garantie contre les tiers	13
10.2	Garantie de remise en état ou de remplacement.....	13
10.3	Prolongation du délai de garantie	13
11.	Prix du marché.....	14
11.1	Contenu des prix	14
11.2	Nature et forme des prix	14
11.3	Révision des prix.....	14
12.	Pénalités.....	15
12.1	Pénalité pour retard.....	15
12.2	Absence à une réunion de suivi des prestations.....	15
12.3	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	15
13.	Facturation – Paiements	15
13.1	Contenu des demandes de paiement	15
13.2	Cotraitance.....	16
13.3	Sous-traitance	16
13.4	Financement du marché.....	17
13.5	Modalités de paiement	17
14.	Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats	19
15.	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	20
16.	Assurances	20
17.	Application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8, D.8254-2 À D.8254-4 et R. 1263-12 du code du travail	20
18.	Résiliation du marché	21
18.1	Application du chapitre 8 du CCAG-TIC	21
18.2	Changements de situation au regard des interdictions de soumissionner.....	21
18.3	Manquement constaté par la CJUE	21
19.	Différends.....	22
19.1	Contestations	22
20.	Déroptions aux documents généraux.....	22

1. Objet - Dispositions générales de l'accord-cadre

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre régi par le présent cahier des clauses administratives particulières a pour objet : **Développement d'un prototype Vigisecheresses sur le bassin Adour-Garonne.**

Codes CPV de la consultation :

- 72244000 : Services de prototypage.
- 72212460 : Services de développement de logiciels analytiques, scientifiques, mathématiques ou prévisionnels.
- 72413000 : Services de conception de sites WWW (World wide web).

1.2 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire composite :

- Pour partie (principalement) sous la forme d'un marché ordinaire, traité à prix forfaitaires ;
- Pour partie (accessoirement), sous la forme d'un accord-cadre exécuté au moyen de la passation de bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum de 30 000 € HT, en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

1.3 Contenu du marché

La description détaillée des prestations attendues est fournie dans le CCTP et son annexe (Planificateur du projet).

1.3.1 Marché ordinaire découpé en 4 volets – Identification de 2 parties techniques – Prestations supplémentaires éventuelles (facultatives)

La partie marché ordinaire, traité à prix forfaitaires, comprend :

- La réalisation à l'échelle du bassin Adour-Garonne du **volet 1 « suivi et prévision des ressources en eau »** mis à disposition dans une plateforme web opérationnelle : livrables généraux de l'article 4 du CCTP et attendus spécifiques décrits à l'article 4.1 du CCTP,
- La réalisation à l'échelle du bassin Adour-Garonne du **volet 4 « suivi et anticipation des impacts pour les usages de l'eau et pour les milieux aquatiques »** mis à disposition dans une plateforme web opérationnelle : livrables généraux de l'article 4 du CCTP et attendus spécifiques décrits à l'article 4.4 du CCTP),
- La réalisation des **volets 2 « suivi et prévision des demandes en eau et des mesures de prévention par les usagers »** (article 4.2 du CCTP) et **3 « évaluation et anticipation des tensions et inadéquations ressource/demande en eau »** (article 4.3 du CCTP) sur un ou deux sous-bassins démonstrateurs du bassin Adour-Garonne dont le choix sera décidé en COTECH/COPIL, avec mise à disposition dans une plateforme web : livrables généraux de l'article 4 du CCTP et attendus spécifiques décrits aux articles 4.2 et 4.3 du CCTP,
- L'élaboration d'un prototype fonctionnel et opérationnel sur l'ensemble des éléments évoqués ci-dessus.

Pour la réalisation de ces prestations, deux parties techniques sont identifiées :

- Partie technique 1 : réalisation du volet 1 et du volet 4 pendant la 1^{ère} année du marché ;
- Partie technique 2 :
 - Réalisation du volet 1 et du volet 4 pendant la 2^{ème} année du marché ;
 - Réalisation du volet 2 et du volet 3.

De plus, dans le cadre de la réalisation des volets 1, 2 et 4, des prestations supplémentaires éventuelles (PSE), facultatives sont prévues :

- **PSE n°1** : dans le cadre du **volet 1**, un travail du titulaire pourra être d'identifier ou de produire un **suivi de l'état de la réserve utile des sols** ;
- **PSE n°2** : dans le cadre du **volet 1**, un travail du titulaire pourra être de proposer un prototype à **l'échelle du territoire national** (bulletin du volet ressources en eau en ligne sur la plateforme web), et non plus « seulement » à l'échelle du bassin Adour-Garonne ;
- **PSE n°3** : dans le cadre du **volet 2**, le titulaire pourra proposer, en lien avec le groupe miroir des utilisateurs, des indicateurs permettant de suivre **les bonnes pratiques d'anticipation, de prévention et d'adaptation des sécheresses** par les usagers en cours d'année ;
- **PSE n°4** : dans le cadre du **volet 4**, le titulaire pourra proposer **un indicateur de couverture médiatique du sujet sécheresse** au cours de l'année ;
- **PSE n°5** : dans le cadre du **volet 4**, un travail du titulaire pourra être de proposer un prototype à **l'échelle du territoire national** (bulletin du volet impacts des sécheresses en ligne sur la plateforme web), et non plus « seulement » à l'échelle du bassin Adour-Garonne.

1.3.2 Partie accord-cadre à bons de commande

Les prestations qui relèvent de la partie de l'accord-cadre exécutée par l'émission de bons de commande permet à l'acheteur de commander, au-delà de celles prévues par l'article 6 du CCTP, d'autres réunions, dans la limite de 30 000 euros. HT.

1.4 Décomposition en lots

Les prestations ne sont pas alloties car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.5 Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer avec le titulaire, un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

2. Obligations du titulaire de l'accord-cadre

2.1 Réalisation des prestations et intervenants nommément désignés

L'article 3.4.3 du CCAG-TIC est étendu à l'ensemble des intervenants du titulaire pour la réalisation des prestations.

L'équipe présentée par le titulaire dans son offre est en charge des prestations pendant toute la durée du marché.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Dans les deux situations, le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur dans les conditions et délais prévus par les dispositions de l'article 3.4.3 précité.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

2.2 Outils

Les livrables, attendus sous forme de documents (dossier, étude, compte-rendu...), fournis par le titulaire sont produits en respectant les normes et standards de l'acheteur tels que Word, Excel, Visio, Powerpoint, Project, etc.

2.3 Obligation de confidentialité

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG-TIC s'appliquent.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

2.4 Protection des données à caractère personnel

Les dispositions de l'article 5.2 du CCAG-TIC s'appliquent.

Si la mission confiée nécessite que le titulaire mette en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'Agence, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, une convention est établie à cet effet au moment de la notification, entre l'agence et le titulaire. Cette convention précise :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'Agence et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;

- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Si le titulaire considère qu'une saisine constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'agence. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'agence avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

2.5 Mesures de sécurité

Les dispositions de l'article 5.3 du CCAG-TIC s'appliquent.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

2.6 Clauses sociales et environnementales

Pour le présent marché, l'acheteur n'a pas prévu de clauses sociales ni de clauses environnementales.

2.7 Obligation d'information

Le titulaire s'oblige à informer sans délai l'acheteur de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre l'exécution des prestations dans les délais prescrits et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour qu'un fonctionnement adéquat minimum puisse être assuré.

De plus, le titulaire s'engage à alerter l'acheteur sur les imprécisions ou les incohérences des informations ou consignes de l'acheteur.

2.8 Devoir de conseil

Conformément à l'article 3.9 du CCAG-TIC, il est rappelé que le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

2.9 Application du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité

Conformément à l'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité, le marché fait application des dispositions du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC).

Le CCSC a pour vocation d'assurer un cadre de sécurisation des systèmes d'information et des données associées.

2.10 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences du Chapitre III du Titre IX du Livre Ier de la deuxième partie du code de la commande publique.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du représentant de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté en cours d'exécution du marché public, le titulaire doit adresser à l'acheteur en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- Une déclaration spéciale signée par le sous-traitant et le titulaire en utilisant l'imprimé DC4 élaboré par la direction des affaires juridiques du ministère de l'Économie et disponible sur site internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou un document mentionnant : la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; et comportant la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial.

Les obligations qui incombent au titulaire dans ce cadre s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Lorsque le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant est payé directement par l'acheteur.

Les personnels réalisant les prestations devront pouvoir à tout moment prouver, sur simple demande de l'acheteur, qu'ils sont bien dûment employés par le titulaire du marché public, soit par un sous-traitant qui aurait été accepté par l'acheteur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Conformément à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, les tâches relevant du pilotage sont considérées comme tâches essentielles et ne pourront être sous-traitées.

3. Pièces constitutives du marché

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et le bordereau des prix forfaitaires et unitaires annexé ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe (Planificateur du projet) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales des marchés de Techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-TIC) modifié ;

- Le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC), approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification.

À l'exception du CCAG-TIC publié sur le site Legifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310689>) seul font foi les originaux des pièces conservés dans les archives de l'Agence.

Toute clause, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les éventuelles conditions générales de vente du titulaire, modifiant les clauses ou contraire aux clauses du CCAP, du CCTP, du CCAG-TIC ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite.

4. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG TIC, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque le bon de commande signé est adressé par messagerie électronique le titulaire renvoie l'accusé réception du bon de commande dûment complété et signé, par mail dans les meilleurs délais.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

5. Durée et délais d'exécution

5.1 Durée du marché

Le marché prend effet à la date de sa notification pour une durée ferme de **2 ans** à compter de la date de la tenue de la réunion de lancement du marché, organisée sous 10 jours ouvrés à compter de la date de notification du marché.

5.2 Délai d'exécution des prestations forfaitaires de la partie marché ordinaire

À compter de la date de la tenue de la réunion de lancement du marché

- Le délai d'exécution de la partie marché ordinaire est fixé à **24 mois** ;
- Le délai d'exécution de la Partie technique 1 est fixé à **12 mois**.

Dans le respect de ces délais, les prestations sont réalisées conformément aux durées portées à l'annexe Planificateur du projet (annexe du CCTP).

5.3 Délai d'exécution des bons de commande

Pour la partie à bons de commande (organisation de réunions supplémentaires), l'Agence émet un bon de commande suffisamment tôt pour que le titulaire puisse organiser dans de bonnes conditions la ou les réunions supplémentaires commandées, à une ou à des dates convenues entre l'Agence et le titulaire.

5.4 Prolongation des délais d'exécution

Le délai global de 24 mois et les délais intermédiaires de réalisation des prestations pourront être prolongés à l'initiative de l'Agence de l'eau Adour-Garonne si le retard de réalisation n'est pas imputable au titulaire, dans le respect des dispositions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

6. Arrêt de l'exécution des prestations

L'Agence se réserve la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution du marché à l'issue de la Partie technique 1, telles que décrites à l'article 1.3 ci-dessus.

Cette décision ne donnera lieu à aucune indemnité et entraînera la résiliation du marché.

Toutefois, sur état d'avancement validé par l'Agence, le titulaire est rémunéré pour les prestations de la Partie technique 2 en cours d'exécution au moment de la décision précitée.

7. Passation des bons de commandes

La personne habilitée à signer les bons de commande est la directrice générale de l'agence ou son représentant.

Il est procédé à l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins, pour organiser d'éventuelles réunions supplémentaires.

Chaque bon de commande précise :

- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro de référence du marché et la date de sa notification ;
- La raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- La nature des prestations commandées ;
- Le ou les prix unitaires, les quantités commandées et le montant total de la commande (HT et TTC) ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le ou les dates d'exécution.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception du bon de commande pour signaler à l'acheteur toute anomalie (erreur matérielle) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations objet du présent marché public. En l'absence de réserves par le titulaire dans le délai indiqué ci-dessus, celui-ci ne pourra dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

8. Constatation de l'exécution des prestations

8.1 Décisions après vérifications

La livraison de chaque prestation distincte fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

8.2 Vérifications quantitatives

À l'issue des opérations de vérification quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'acheteur pourra décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure dans un délai de 10 jours ouvrés :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation dans un délai approprié.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

8.3 Vérifications qualitatives des livraisons documentaires

En dérogation aux articles 32 et 33.2 du CCAG-TIC, l'acheteur dispose d'un délai maximum de **15 jours** pour procéder à la vérification des livrables. Cette vérification a pour but de constater la conformité de ceux-ci avec les spécifications décrites dans le CCTP.

A la fin de la vérification, l'acheteur prend une décision. Si la vérification est positive, l'acheteur prononce l'admission des prestations selon les modalités prévues par l'article 34.1 du CCAG-TIC. Dans le cas contraire, l'acheteur notifie par écrit ses remarques au titulaire. En dérogation à l'article 34.2 du CCAG TIC, ce dernier dispose d'un délai maximum de **8 jours** à compter de la notification des remarques de l'acheteur pour présenter une version corrigée de ses livrables. L'acheteur procède alors à une nouvelle vérification des livrables dans les conditions précédemment décrites.

L'acheteur peut également prendre une décision de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 34.3 et 34.4 du CCAG-TIC.

8.4 Vérifications qualitatives des livraisons logiciel (plateforme web)

Lorsque le livrable est un élément de la plateforme web cible, les modalités de vérifications qualitatives sont les suivantes.

Pour la vérification d'aptitude, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire notifie à l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

Conformément à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC, **le délai maximum** imparti à l'acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de **30 jours**, à compter du point de départ précité.

Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prendra une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 34 du CCAG TIC.

En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche pourra être exécutée à la demande de l'acheteur.

Conformément à l'article 32.4 du CCAG-TIC, si la vérification d'aptitude est positive, la période de vérification de service régulier démarre pour une durée de **30 jours**.

A l'issue de la vérification de service régulier, l'acheteur dispose d'un délai maximal de **7 jours** pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prendra une décision d'admission des prestations.

L'admission pourra être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prendra une décision écrite qu'il notifiera au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de **30 jours**, conformément à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC ;
- d'admission avec réfaction ;
- de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours, mentionné au premier alinéa de l'article 33.2.2 du CCAG TIC, le résultat de la vérification de service régulier sera considéré comme positif et les prestations seront réputées admises.

9. Admission, ajournement, réfaction et rejet

9.1 Admission

L'acheteur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché ou du bon de commande.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

En cas d'admission tacite, l'admission prend effet au terme du délai de sept jours, mentionné au premier alinéa de l'article 33.2.2 du CCAG TIC.

La date d'admission détermine le début de la période de garantie.

9.2 Ajournement

Si l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Conformément à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC, cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de **15 jours**.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 10 jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur aura le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles 34.3 et 34.4 du CCAG TIC, dans un délai de 15 jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 10 jours, ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de 15 jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

9.3 Réfaction

Si l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché ou du bon de commande peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 15 jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur disposera ensuite de 15 jours pour lui notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

9.4 Rejet

Si l'acheteur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en ait été informé.

10. Garanties

10.1 Garantie contre les tiers

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle dont il propose l'emploi pour l'exécution du marché.

10.2 Garantie de remise en état ou de remplacement

Conformément aux dispositions de l'article 36.1 du CCAG-TIC, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Si, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par décision de l'acheteur après consultation du titulaire.

10.3 Prolongation du délai de garantie

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

11. Prix du marché

11.1 Contenu des prix

En complément à l'article 10.1.3 du CCAG TIC, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents aux prestations : équipements matériels et logiciels requis pour l'exécution des prestations et tous les frais afférents aux déplacements et séjours des personnels, sur les sites de l'acheteur, nécessaires à la réalisation de ces prestations ainsi que la garantie (*supra*) et la cession des droits de propriété intellectuelle.

11.2 Nature et forme des prix

Les prix figurent dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix des prestations de la partie marché ordinaire sont forfaitaires et révisables. Ils incluent les réunions prévues en application de l'article 3 du CCTP.

Les prix des réunions supplémentaires de la partie accord-cadre à bons de commande sont unitaires et révisables.

11.3 Révision des prix

Les prix révisables tel que précisé *supra*, figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement, sont révisés annuellement à compter de la date d'anniversaire de la notification du marché en appliquant la formule :

$$P = P_0 \times (0,1 + 0,9 \times \frac{S}{S_0})$$

dans laquelle :

P = le prix révisé HT ;

P₀ = le prix initial HT figurant dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement ;

S = indice Syntec révisé du mois m-2, m étant le mois de révision (indice publié par L'Usine Nouvelle et Le Moniteur du Bâtiment et des Travaux Publics et consultable sur www.lemoniteur-expert.com/indices-index/) ;

S₀ = indice Syntec révisé du mois m₀ - 2, m₀ étant le mois de remise de l'offre initiale ou finale (en cas de négociation) par le titulaire.

Le titulaire joint obligatoirement un état de révision à l'appui de ses factures lorsque le prix est révisé. À défaut de la transmission de cet état dans le mois suivant la date anniversaire de la notification du marché, le titulaire est réputé renoncer à l'application de la révision des prix jusqu'à l'échéance suivante.

Les prix ainsi révisés s'appliquent aux prestations réalisées et aux bons de commande émis, postérieurement à la date de révision.

12. Pénalités

12.1 Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, lorsque le délai contractuel d'exécution d'une prestation est dépassé, le titulaire encourt, sauf faute de l'acheteur ou cas de force majeure, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{200}$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = montant HT de la prestation concernée

R = nombre de jours calendaires (entamés) de retard.

Lorsque l'acheteur envisagera d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG TIC, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes de la prestation forfaitaire concernée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

12.2 Absence à une réunion de suivi des prestations

En cas d'absence à une réunion prévue à l'article 3 du CCTP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 250 € par occurrence.

12.3 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG TIC, le titulaire s'expose, à chaque constat, aux pénalités définies à l'article 14.3 du CCAG TIC.

13. Facturation – Paiements

13.1 Contenu des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont présentées suivant les conditions précisées à l'article 11.3 du CCAG-TIC. Ces demandes de paiement sont transmises sous format électronique dans les conditions ci-après.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>

2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

En cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution de l'accord, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut établir une facture en un seul original papier et l'adresser ou la remettre au siège de l'agence de l'eau Adour Garonne :

Agence de l'eau Adour Garonne

90 rue du Férétra CS 87801

31078 CEDEX 4

13.2 Cotraitance

En cas de cotraitance, les demandes de paiement sont établies et présentées suivant les conditions mentionnées à l'article 12 du CCAG-TIC.

Seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

13.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance bénéficiant du paiement direct, le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, soit sous pli recommandé avec accusé de réception, soit par dépôt contre récépissé.

Le titulaire dispose alors de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse parallèlement sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur, accompagnée de copies des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé. À cet égard, il convient de bien distinguer la demande de paiement des factures elles-mêmes. La demande de paiement doit être libellée, ainsi que l'indique l'article R2193-11 du code de la commande publique, au nom du pouvoir adjudicateur alors que les factures sont émises par le sous-traitant au nom du titulaire. En aucun cas, le sous-traitant n'est habilité à émettre des factures au nom du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai de paiement mentionné ci-après. Ce délai court :

- soit à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord même partiel du titulaire sur le paiement demandé,
- soit à compter de l'expiration du délai de 15 jours prévu ci-dessus, si pendant ce délai le titulaire ne s'est pas manifesté,
- soit à compter de la réception de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé.

Le pouvoir adjudicateur informe alors le titulaire des paiements qu'il effectue aux sous-traitants.

Si le sous-traitant intervient pour le compte d'un membre d'un groupement qui n'est pas le mandataire alors celui-ci est tenu de signer la demande de paiement ou de notifier son refus dans les conditions précisées ci-dessus via le mandataire.

13.4 Financement du marché

Le financement est assuré sur les fonds propres de l'Agence.

13.5 Modalités de paiement

13.5.1 Retenue de garantie

En application des articles R. 2191-32 et suivants du code de la commande publique, une retenue de garantie de 5% est prélevée sur chaque paiement.

Elle est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

Le titulaire du marché a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande.

Les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées pendant le délai de garantie au titulaire du marché et aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

13.5.2 Avance

Une avance est accordée dès lors que les conditions de l'article R. 2191-3 et suivant du code de la commande publique sont remplies sauf si son versement est refusé par le bénéficiaire. Dans ce cas, l'option A du CCAG-TIC s'applique.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

13.5.3 Acomptes et solde

Des acomptes peuvent être versés au titulaire suivant les conditions de l'article 11.2 du CCAG-TIC. Le paiement du solde ne peut intervenir qu'à l'admission des livrables prévus validés ou au terme de l'exécution des prestations.

Il est rappelé que le montant des demandes de paiement ne peut excéder le montant des prestations effectuées et que les paiements ne sont effectués que sur service fait.

13.5.4 Délai de paiement

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception par la personne publique de la demande de paiement.

13.5.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai ci-dessus fixé fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable au marché est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

13.5.6 Comptable assignataire de la dépense

Le comptable assignataire de la dépense est Madame l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau " ADOUR-GARONNE " - 90 rue du Férétra - 31078 TOULOUSE CEDEX.

13.5.7 Cession de créances des marchés

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-60 du code de la commande publique est l'ordonnateur de l'agence concernée par la créance.

Les cessions de créance doivent être notifiées à Madame l'Agent Comptable de l'agence concernée.

14. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats

Le chapitre 7 du CCAG-TIC relatif à l'utilisation des résultats est applicable, sous réserves des précisions ou dérogations ci-après.

Par dérogation à l'article 46.2.3. (Régime des données) du CCAG-TIC, les données en entrée potentiellement mobilisables sont :

- Les données « Open » : données disponibles en accès libre (ex : Hub'Eau) à mobiliser sur la base d'un inventaire à faire par le titulaire au début du projet ;
- Les données fournies par différentes structures publiques ou privées : données brutes à sécuriser fournies dans le cadre d'une convention à mettre en place avec chaque structure concernée ; l'assistance du prestataire pourra être sollicitée pour la mise en place de ces conventions.
- Les données produites par le titulaire : données mises à disposition dans le cadre du projet par le titulaire, accessibles et stockables par l'agence de l'eau, mais qui restent la propriété du titulaire.

Les méthodes de construction des indicateurs de situation et d'aide à la décision (dont les algorithmes et les méthodes de croisement entre bases de données) sont **coconstruites par le titulaire et l'agence de l'eau**, et pour cette dernière principalement au travers du groupe miroir des utilisateurs et du COTECH. Aussi :

- Elles sont la copropriété du titulaire et de l'agence de l'eau, coauteurs ;
- Le titulaire peut promouvoir ces méthodes sans contrepartie financière, y compris à l'international, en citant la co-construction et la copropriété avec l'agence de l'eau Adour-Garonne,
- A la fin du projet, les méthodes doivent être répliquables, sans le titulaire, sur tout le territoire français.

Les solutions de traitement qui hébergent les données, appliquent les algorithmes et permettent la création des indicateurs sont la propriété du titulaire.

S'agissant du prototype attendu au terme des prestations du marché, à savoir la plateforme de visualisation/diffusion (interface web) :

- Les dispositions des articles 44 et 45 du CCAG TIC s'appliquent ;
- En vertu de l'article 46 du CCAG-TIC :
 - Le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations du marché ;
 - Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG-TIC, cette cession est consentie à l'acheteur, **pour le territoire français uniquement, à titre exclusif** ;
 - Pour cette plateforme de visualisation/diffusion (interface web) qui est un logiciel, les besoins d'utilisation comprennent en outre la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que ce soit, ainsi que la

possibilité de pouvoir la diffuser sous une licence libre/open source ;

- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché ;
- Le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Si à la fin du marché, l'agence de l'eau décide de travailler avec d'autres entités, elle conserve cette plateforme, les données produites au cours du projet ainsi que les données d'entrée nécessaires à leur production, afin de pouvoir réimplémenter la méthode avec cette autre entité, ou d'implémenter une nouvelle méthode pour alimenter l'interface web.

15. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais. Les dispositions de l'article 26 du CCAG TIC sont applicables.

16. Assurances

Il est fait application de l'article 9 du CCAG TIC.

17. Application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8, D.8254-2 À D.8254-4 et R. 1263-12 du code du travail

Le titulaire (soit chaque membre du groupement en cas de groupement titulaire) doit remettre à l'acheteur, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents listés ci-après :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
- Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un avis de situation au répertoire SIRENE ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises

pour les personnes en cours d'inscription.

- La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, établie à partir du registre unique du personnel, précisant pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail, ou une attestation de non-emploi de salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail.

À cet effet, le titulaire dépose ces documents sur la plateforme <https://www.e-attestations.com>

18. Résiliation du marché

18.1 Application du chapitre 8 du CCAG-TIC

L'ensemble des dispositions du chapitre 8 (Résiliation) du CCAG-TIC sont applicables.

Ainsi, en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis à l'appui de la candidature ou de l'offre ou du refus de produire les pièces prévues à l'article 16 ci-dessus, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les conditions de l'article 50 du CCAG-TIC et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 54 du CCAG-TIC.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les autres obligations du présent marché public, l'acheteur serait en droit de le résilier aux torts du titulaire, conformément à l'article 50 du CCAG-TIC et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 54 du CCAG-TIC.

Dans les cas où la décision de résiliation ne peut intervenir qu'après qu'une mise en demeure notifiée au titulaire soit restée infructueuse conformément à l'article 50.2 du CCAG-TIC, celle-ci est adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal et est assortie d'un délai.

La résiliation du marché public entraîne la résiliation des marchés subséquents en cours d'exécution sauf mention contraire indiquée dans la décision de résiliation.

Le marché public résilié est liquidé dans les conditions de l'article 52 du CCAG-TIC.

18.2 Changements de situation au regard des interdictions de soumissionner

En application de l'article L. 2195-4 du code de la commande publique, si le titulaire du présent marché se retrouve placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du même texte ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le présent marché pour ce motif.

La résiliation prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire par l'acheteur. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

18.3 Manquement constaté par la CJUE

En application de l'article L. 2195-5 du code de la commande publique, lorsque le marché public n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés publics qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans le cadre de la procédure prévue à l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, il peut être résilié par l'acheteur.

La résiliation prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire par l'acheteur. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

19. Différends

En cas de différends, l'agence et le titulaire s'efforceront conformément aux dispositions de l'article 55 du CCAG-TIC de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

19.1 Contestations

Si l'agence et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite aux 1 à 3 de l'article 55 susvisé, ils pourront si ils le souhaitent recourir dans un 1^{er} temps au Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRAL) dont le pouvoir adjudicateur dépend et ce, conformément aux dispositions de l'article L. 2197-3 du code de la commande publique:

DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C CCIRA de Bordeaux
Cité Administrative 2, rue Jules Ferry 33090 BORDEAUX Cedex
Tél. : 05 54 68 99 56 / 07 61 17 74 12
Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif dont dépend le pouvoir adjudicateur soit le :

Tribunal administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV 31068 Toulouse Cedex 7
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr
Adresse Internet : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>
Adresse Télérecours : <http://www.telerecours.fr>

20. Dérogations aux documents généraux

En application de l'article R. 2112-3 du CCP et par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG-TIC, les articles et dispositions dudit CCAG auxquels déroge le présent CCAP sont uniquement mentionnées dans les articles concernés.

Fait à Toulouse, le

La directrice générale de l'Agence de l'eau Adour-Garonne

*Par délégation, Valérie Courrouy
Adjointe à la Directrice Administrative et Financière*